

## TIZI-OUZOU

## 200 milliards pour l'aménagement urbain

Le chef-lieu de wilaya serait sur le point de troquer son aspect gros village rural anarchique contre celui d'une cité urbaine bien aménagée intégrant tous les besoins de ses citoyens, cadre de vie, espaces verts et loisirs, dans une harmonie parfaite. Le directeur de l'urbanisme et de la construction, et la chef de daïra nous ont invité à le croire le temps d'une conférence de presse organisée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, avec les bureaux d'études chargés de l'amélioration urbaine, les comités de quartiers et les associations concernés.

Le chef-lieu de wilaya, divisé en 8 zones confiées à plusieurs bureaux d'études, sans doute pour faire vite, est promis à une vaste transformation globale qui prend en charge tous les points noirs d'un état des lieux déplorable en tous points de vue et décrié depuis de longues années par tous sans jamais joindre l'acte à la parole et sans donner suite aux promesses de changement. Cette conférence de presse se veut un appel aux propositions des représentants des quartiers, des associations et des citoyens, notamment les artistes, les aménagistes, les écologistes et autres pour contribuer au succès de cette vaste entreprise d'amélioration urbaine. C'est aussi un appel aux grandes et puis-

santes entreprises de réalisation en mesure de mener à bien le programme dans un délai d'un an à un an et demi. Pour ce faire, l'Etat a dégagé les moyens financiers nécessaires, 200 milliards de centimes, à ce programme spécial qui, outre les 95 autres millions de l'année en cours, sera renforcé, selon les conférenciers, par le programme normal qui interviendra très prochainement.

Les études d'aménagement, partant d'un constat pas du tout enviable, prennent en considération les vœux et souhaits des résidents en matière d'accès, de viabilisation, d'éclairage public, d'espaces verts et de loisirs, d'étanchéité et de descente des eaux usées, d'emplacements pour les ordures ménagères, de chaussées et trottoirs...

Le quartier de la nouvelle ville, dont l'étude fin prête est en cours d'examen, sera le premier à être lancé prochainement avec une autorisation de programme de 64 milliards de centimes. L'aménagement de la haute ville, déjà entamé durant l'année écoulée, se poursui-

va jusqu'à la résorption totale de tous les défauts constatés. Les jardins publics du centre ainsi que le reste des zones telles que la sortie est, Timizar-El-Ghobar et Tala-Athmane, ceux du sud-ouest tels que les lotissements Lougar, Anar-Amellal, Boukhalifa au nord-ouest de Tizi-Ouzou, seront dotés de tous les aménagements nécessaires visant à les intégrer au nouveau modèle du chef-lieu de wilaya. La forêt de Harouza, aux pieds du Belloua, sera érigée en parc d'attractions, un avis d'appel d'offres national et international est en cours. Des PPRI, prenant en charge tous les problèmes d'aménagement et de développement, sont prévus au profit des villages de Redjaouna, au nord de Tizi, de Birtouta et Bouhinoun, au sud de la ville. Pour les ordures ménagères, le programme prévoit d'inonder la ville en poubelles avec des emplacements indiqués, certains quartiers seront même invités à trier leurs déchets à titre d'essai préparatoire à la mise en service de deux entreprises de récupération

et d'un centre d'enfouissement technique. Tout cela risque de ne servir à rien sans la mobilisation des comités de quartiers et du mouvement associatif, sans un sens élevé du civisme des citoyens qui supportent par leurs contributions fiscales le coût des projets destinés à leur rendre la vie agréable, la ville belle et accueillante.

Il nous faut pour cela respecter et faire respecter l'environnement, combattre le vandalisme, le laisser-faire et l'incivisme sous toutes ses formes dont nous subissons les effets pervers à l'exemple du vol de 5 600 poubelles mises en place en 2005 et de 300 grilles d'avaloir signalées par le directeur de la voirie.

A entendre tous ces projets, au vu des grandes sommes d'argent prévues et des effets escomptés, dans un an et demi Tizi-Ouzou n'aura plus rien à envier aux villes modèles d'Europe. En attendant, gardons les pieds sur terre en ayant en mémoire toutes les promesses de changements sans suite.

B. T.

## Un jeune se jette du haut d'une trémie

De nombreux citoyens ont été les témoins impuissants d'un horrible et spectaculaire suicide, aux environs de 14h30, il y a quelques jours, en plein centre-ville de Tizi-Ouzou. Selon les témoignages, un jeune homme âgé d'environ vingt-cinq ans, s'est jeté du haut de l'entrée ouest de

la trémie du centre-ville, mitoyenne avec le siège de la Sonelgaz. L'intervention rapide des services de sécurité, ainsi que des secouristes de la Protection civile, qui ont dressé un périmètre de sécurité, n'a pas été d'un grand secours pour le malheureux jeune homme.

S. A. M.

## BOUMERDES / POUR OCCUPATION ILLEGALE

## DE LOGEMENTS A BORDJ-MENAÏEL

## 33 personnes condamnées à 6 mois de prison ferme

Près de quarante personnes ont observé, ce mardi, un sit-in devant le siège de la wilaya de Boumerdes pour crier leur désarroi devant la calamité qui leur est tombée sur la tête le premier de ce mois. 33 d'entre elles ont été, en effet, condamnées chacune à 6 mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Bordj-Menaïel pour violation de

la propriété privée. Cette peine a été prononcée à la suite d'une plainte, déposée le 20 mai 2006, par l'entreprise de promotion immobilière CDL, une filiale du groupe EPLF de Boumerdes. La CDL avait accusé ces personnes d'avoir squatté des logements qui ne leur appartenaient pas. Ces personnes sont en réalité une partie des bénéficiaires d'un projet de 60 logements LSP de la cité Bastos de Bordj-Menaïel.

Ne voyant pas la livraison de leurs demeures, qui, selon eux, devaient leur être affectées le second semestre 2002, ils ont fini par forcer les portes de quelques-unes en voie de finition.

Par ailleurs, ils s'insurgent contre l'augmentation des prix de cession qui passe de 1 200 000 DA à 1 600 000 DA. D'après le compte-rendu fait au secrétaire général de la wilaya de Boumerdes, par le biais d'un écrit daté du 6 mai 2006, les bénéficiaires écrivaient que le promoteur, la CDL en l'occurrence, a violé les articles 6 et 10 se rapportant respectivement au délai et au prix convenus des logements. Ils estiment que cette entreprise a inclus les frais de réparation des dommages causés par le séisme de 2003 et avait en conséquence décidé unilatéralement de porter le prix de ces F3 de 1 200 000 à 1 600 000 DA. Or, disent-ils, il a été convenu qu'en fonction de l'aide accor-

dée par la CNL, à savoir 300 000 DA individuellement, que ce prix unitaire ne pouvait pas dépasser quatre fois cette subvention.

Faux, estime M. El-Hadi, "le prix indiqué était prévisionnel comme il a été stipulé en caractères gras dans un arrangement, pas une convention signée avec les acquéreurs."

De plus, les dépenses induites par le confortement des logements ont été prises en charge par l'Etat dans le cadre de la solidarité nationale après le séisme", dira-t-il. Notre interlocuteur précise, en outre, qu'une convention, portant cahier des charges, paraphée par la CNL, la DLEP, l'APC de Bordj-Menaïel et son entreprise, stipule que le prix n'excéderait pas les 1 600 000 DA.

S'agissant des délais, il nous a déclaré que la CDL n'a reçu l'acte de propriété qu'en juillet 2002 pour pouvoir demander le permis de construire et établir les contrats de vente sur plan. Selon lui, 12 attributaires ont signé les documents de vente et accompli leurs obligations financières. "Ils sont en possession des actes de propriété et réclament leurs logements. C'est leur droit." Il assure que son entreprise est disposée à retirer cette plainte à condition que les occupants illégaux quittent les habitations.

Abachi L.

## BLIDA

## Des quartiers isolés alimentés en gaz naturel

Plus de 500 foyers des quartiers de la périphérie de la ville de Blida viennent d'être raccordés au gaz naturel, apprend-on auprès de la direction régionale de la Sonelgaz de Blida. Entrant dans le cadre du plan quinquennal des lotissements sociaux à alimenter en gaz naturel, les travaux de raccordement, devant toucher 1 622 foyers pour cette première tranche, sont en cours de réalisation et leur finalisation est prévue dans les prochains jours, nous dit-on.

Une sortie du wali sur le terrain, prévue pour le début de la semaine, lui permettra d'évaluer l'avancement des travaux et en même temps d'inaugurer la mise en service du gaz des quartiers raccordés, et ce, par l'allumage de torches confectionnées pour la circonstance à l'entrée de chaque lotissement concerné par ce programme.

Au niveau des services techniques gaz de la Sonelgaz de Blida, l'engagement pour faire aboutir à temps ce projet bat son plein, nous affirme-t-on. "Les agents gaziers du district de Blida et ceux de la direction sont à pied d'œuvre dans les chantiers et travaillent d'arrache-pied jusqu'à 14 heures par jour et ce pour être dans les délais impartis à ce programme."

S'il est vrai que ces quartiers, entre autres haï Oued Soltane, haï Aboudi et haï Mazouni avaient souffert jusque-là de l'isolement, avec la venue du gaz naturel ils connaîtront très certainement le désenclavement.

Pour M. Hayoun, directeur régional de la Sonelgaz de Blida, l'objectif est d'atteindre les localités les plus éloignées du piémont de Blida. "Notre but est de voir l'ensemble de notre clientèle jouir des deux énergies, à savoir l'électricité et le gaz", soutiendra-t-il.

Par ailleurs, l'ancien réseau de distribution du gaz au niveau du centre-ville de Blida connaît un renouvellement. En effet, en plus du passage de la basse à la moyenne pression, les conduites en fonte sont refaites en polyéthylène par un procédé appelé tubage. Ceci assure, nous dira le chef de service technique gaz qui suit cette opération, une meilleure étanchéité d'autant que le matériau utilisé est un plastique à haute densité dont les propriétés sont très avantageuses, notamment par le fait qu'il ne se corrode pas.

M. B.

## Installation officielle d'un inspecteur régional de la police

Alors que jusque-là l'inspection régionale centre de la police dont le siège est situé à Blida était assurée par un intérimaire, la Direction générale de la Sûreté nationale vient d'installer officiellement un inspecteur régional en la personne de M. Belaïfa Mohamed.

Ainsi, c'est-à-dire d'une réception tenue en présence du wali de Blida, du commandant du groupement de la Gendarmerie nationale, de M. Ouadah, procureur général adjoint près la cour de Blida, du chef de la Sûreté de wilaya et d'officiers de la police, que M. Khalfi Mokhtar, inspecteur général de la DGSN, a installé, mardi dernier, un inspecteur régional qui, dit-il, "entre dans le cadre de la politique de la DGSN qui œuvre pour une nouvelle dynamisation des services de la police et ce, par la désignation de cadres compétents et intègres en mesure d'assumer le poids de la responsabilité".

Il poursuivra que le choix de placer à la tête de l'inspection régionale de la police un homme de l'envergure de Belaïfa Mohamed est motivé par les résultats accomplis par ce dernier lors de son passage dans les différentes régions du pays telles que Mila, Sétif et Batna, où il a eu à assurer les postes de chef de Sûreté de wilaya.

En marge de la cérémonie d'installation et la prestation de serment, l'inspecteur régional de la police nous dira que la responsabilité qui lui a été confiée est très sensible mais qu'ils fera de son mieux pour l'assumer convenablement. "Je compte faire dans l'organisation qui est la moitié du travail", affirmera M. Belaïfa.

M. B.

## BOUIRA

## 2 morts et 10 blessés dans un accident de la circulation

Hier, tôt dans la matinée au niveau de la RN5, dans la commune d'Ath-Mansour, à 50 km à l'est de Bouira, un bus de voyageurs venant d'Alger et se dirigeant vers Annaba a percuté un véhicule de marque Renault 16, avant de dérapier.

Bilan de cette accident : 2 morts et 10 blessés. Les blessés ont été transférés par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital de M'chedallah où ils ont été pris en charge.

Y. Y.